

Conférence

Paris, 6-7 juillet 2007

Amphithéâtre Chapsal, Sciences Po | 27, rue Saint-Guillaume, Paris 7<sup>e</sup>  
Maison de l'Amérique latine | 217, bd Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup>

# Pays émergents et gouvernance globale : nouveaux défis et opportunités

**L**e poids économique et démographique croissant des pays comme le Brésil, l'Inde, la Chine, de l'Afrique du Sud (BICS) a considérablement modifié leur statut au cours des cinq dernières années : de celui de pays émergents, ils ont acquis celui de puissances émergentes, et enfin celui de nouveaux leaders mondiaux. Si l'influence de ces nouvelles puissances sur la globalisation est incontestable, leur comportement dans le système international, qu'il soit coopératif ou compétitif, soulève de nombreuses interrogations. La façon dont ces nouveaux leaders vont assumer leurs responsabilités dans la gestion des externalités négatives de cette croissance économique reste notamment sujet à controverses. Cette conférence vise ainsi à offrir de nouvelles pistes de réflexion sur

la contribution des BICS et des nouveaux pays émergents aux questions de développement durable, à en prévenir les risques et à définir les grandes orientations d'une action collective internationale et d'une politique concertée.

**Cette conférence vise ainsi à offrir de nouvelles pistes de réflexion sur la contribution des BICS et des nouveaux pays émergents aux questions de développement durable...**

Si les causes de la croissance du PIB des BICS ont fait l'objet de l'attention particulière des analystes politiques ces dernières années, ses effets sur les problématiques internationales n'ont été que partiellement envisagées. L'analyse a porté essentiellement sur les conséquences à court terme qu'engendreraient divers modes de développement. Cependant, une meilleure compréhension du comportement de ces pays et des défis que leur croissance implique permettrait de limiter l'incertitude ■■■

■■■ soulevée par leur nouveau statut de leaders mondiaux. La première priorité porte sur l'amplitude des externalités négatives créées par une croissance non durable. La seconde fait référence aux préférences collectives sur des choix de société (convergentes ou divergentes) des différents pays. Elles fondent la définition des nouvelles règles de partage des responsabilités, nécessaires dans une période où les mécanismes de coordination sont inefficaces ou même absents.

Jusqu'à présent, ces deux débats semblent avoir été menés séparément. Ainsi, le principal objectif de cette conférence sera d'établir un lien entre les orientations politiques en termes de croissance et les débats actuels sur la mise en place d'un nouveau régime de gouvernance internationale.

Les contestations naissantes et les divergences de vue quant à la répartition des droits et des devoirs de chaque pays soulignent la nécessité d'établir ce lien au plus vite. En effet, si l'on considère l'initiative des BICS concernant le renouvellement de l'adhésion au Conseil de sécurité des Nations unies, le Club du G20, le cadre de l'OCDE concernant le financement du développement, ou les différends commerciaux à l'OMC, il est clair que le régime de gouvernance hérité de la seconde guerre mondiale et remanié lors du Sommet de Rio entre dans une période de transition.

Les conséquences d'une telle transition constitueront l'objet même de cette conférence. Les analyses actuelles semblent s'accorder sur deux aspects. Tout d'abord, le modèle de développement adopté par les pays de l'OCDE après la Seconde guerre mondiale n'est pas viable et par conséquent n'est pas accessible à ces nouveaux leaders mondiaux, qui de ce fait doivent redéfinir un nouveau modèle. Par ailleurs, ces pays semblent disposer d'une capacité

## Le principal objectif de cette conférence sera d'établir un lien entre les orientations politiques en termes de croissance et les débats actuels sur la mise en place d'un nouveau régime de gouvernance internationale.

d'innovation plus importante que les pays de l'OCDE, autrefois soumis à de fortes « dépendances de sentier » (*path dependency*). Une nouvelle approche du développement durable semble ainsi naître avec l'apparition de ces nouveaux leaders mondiaux. Dans leur intérêt propre, les pays de l'OCDE devraient considérer cette approche avec la plus grande attention.

Après une analyse des positions de ces nouveaux leaders mondiaux dans les forums multilatéraux, et celle de leurs impacts sur le régime international, seront abordés les principaux thèmes liés aux biens publics mondiaux tels que la santé, la sécurité, le commerce, l'environnement et le développement.

La conclusion portera sur les évolutions possibles de cette transition – telles que la renationalisation des politiques liée à la prépondérance des intérêts nationaux, ou la modernisation et l'adaptation du régime issu de la Seconde guerre mondiale – notamment en termes de conséquences pour l'Union européenne.

Cette conférence permettra ainsi de fournir des pistes de réflexions aux responsables politiques et économiques, tant des pays de l'OCDE que des BICS et d'en tirer des enseignements pour de futures recherches.

1<sup>er</sup>  
jour

# VENDREDI 6 JUILLET

8:30 - 12:30

AMPHITÉÂTRE CHAPSAL  
SCIENCES PO

08:30 Accueil  
des participants  
et café

09:00 Accueil  
**Richard Descoings**  
Directeur, Sciences Po

09:15 Discours d'ouverture  
**Nathalie Kosciusko-Morizet**  
Secrétaire d'État, chargée de l'Écologie

09:30 Introduction  
**Lisa Anderson**  
Doyenne, School of International Public Affairs, Columbia University

**Mark Halle**  
Représentant européen, Institut international du développement durable

**Laurence Tubiana**  
Directrice, Iddri, Chaire développement durable de Sciences Po

## 10:00 Une nouvelle ère dans la gouvernance mondiale

Les conséquences du poids croissant des nouveaux pays émergents, en termes de richesse et de puissance, dans la gouvernance du développement durable restent particulièrement incertaines. Cette session d'ouverture permettra d'enrichir les travaux scientifiques relatifs à ce sujet, afin de définir de nouvelles pistes de réflexion. La première présentation proposera un cadre d'analyse autour de quelques interrogations majeures : pour quelles raisons un nouveau modèle de développement est-il inéluctable ? ; pourquoi ces nouveaux leaders mondiaux sont-ils moins contraints par des phénomènes de « dépendances de sentier » (*path dependency*) que les pays de l'OCDE, et de ce fait se montrent-ils davantage enclins à la mise en place de nouveaux modes de gouvernance et de développement ? Une deuxième présentation permettra d'étudier les différentes visions, selon les pays, des implications en termes de politiques d'un mode de développement durable au niveau global. Les facteurs de changement et d'innovation de la gouvernance du développement durable feront l'objet de la dernière présentation.

PRÉSIDENTE

**Laurence Tubiana**  
Directrice, Iddri, Chaire développement durable de Sciences Po

PANEL :

**Luis Ernesto Derbez**  
Directeur, Instituto para la Globalizacion, la Competitividad y la Democracia,  
Instituto Tecnologico de Monterrey

**Kemal Dervis**  
Administrateur, PNUD

**Claude Martin**  
Ancien Directeur général, WWF-International

**Arvind Panagariya**  
Professeur, School of International Public Affairs, Columbia University

12:30 Déjeuner à la Maison de l'Amérique Latine (217, bd Saint-Germain)

# Les nouveaux acteurs dans la gouvernance mondiale : vers une plus grande durabilité ?

14:30 - 16:00

## 1 Innovations des politiques économiques et fiscales et régulations économiques

■ Les institutions internationales impliquées dans les politiques économiques, fiscales et monétaires ont été confrontées aux résultats de mesures politiques en apparence hétérodoxes, telles que les stratégies concurrentielles de taux de change, les taxes à l'exportation et les subventions, mises en place dans certains pays d'Amérique Latine au cours des vingt dernières années. Ces résultats contrastés ont alimenté les critiques à l'égard du Consensus de Washington, critiques formulées en particulier au sein de la communauté scientifique. Cet atelier s'attachera à présenter un panorama des expériences politiques menées en Amérique Latine et en Asie. L'accent sera mis également sur la manière dont ces expériences enrichissent les débats et les controverses tant au sein des cercles scientifiques qu'au sein des institutions financières.

PRÉSIDENT : **Olivier Lafourcade**, Président, OML International

PANEL : **Uri Dadush**, Directeur, Département commerce international, Banque mondiale ; **Alejandro Izquierdo**, Économiste principal, Département de la Recherche, BID ; **Guillermo Perry**, Économiste principal pour l'Amérique latine, Banque mondiale

PARTENAIRE : Banque interaméricaine de développement, Représentation en Europe

## 2 Marché du travail et migrations

■ Les ajustements sur le marché du travail résultant de la mondialisation ont souvent été examinés du point de vue des « vieux » pays, ie des pays développés. Pourtant, des phénomènes tels que le chômage et la baisse du salaire réel pour certaines catégories d'actifs sont aussi l'objet de préoccupations, d'études et de débats au sein des pays en développement, et en particulier des pays émergents. Les déséquilibres entre les salaires urbains et ruraux, les inégalités entre qualifiés et non qualifiés, les ajustements extrêmes que peut constituer le déplacement voire l'exportation de main d'oeuvre lorsque les marchés locaux sont défaillants, seront ici abordés. Les défis politiques posés par les différents ajustements du marché du travail seront également débattus.

PRÉSIDENTE : **P. Kamalam**, Directrice, Département Égalité, Confédération internationale des syndicats libres

PANEL : **Stephen Castles**, co-Directeur, International Migration Institute ; **Saskia Sassen**, Professeur, University of Chicago and Committee on Global Thought, Columbia University ; **Elena Zuñiga**, Professeur, University of Zacatecas

## 3 Commerce et développement

■ L'impasse dans laquelle se trouvent les négociations du Cycle de Doha à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) souligne les dysfonctionnements du système actuel. Selon le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, le Cycle de Doha qui avait pour ambition d'aborder la question du développement des pays les plus pauvres, n'a pas conduit aux efforts escomptés de la part des pays riches, particulièrement sur le volet agricole. Aujourd'hui l'impasse des négociations offre l'occasion de revoir les opportunités de réforme du système commercial multilatéral. Le Rapport 2007 sur le Commerce mondial et le Développement, réalisé par le RIS, New Delhi (Oxford University Press 2007) propose un calendrier de réformes du système commercial, dans l'objectif de faire de celui-ci un véritable soutien du développement. Les propositions énoncées dans le Rapport seront, parmi d'autres, discutées dans cet atelier.

PRÉSIDENT : **Mark Halle**, Représentant européen, IISD

PANEL : **Werner Corrales-Leal**, Chercheur, International Centre for Trade and Sustainable Development ; **Faizel Ismail**, Représentant permanent de l'Afrique du Sud à l'Organisation mondiale du commerce ; **Nagesh Kumar**, Directeur général, RIS

PARTENAIRE : Research and Information System for Developing Countries (RIS)

## 4 Sécurité

■ Au 20<sup>e</sup> siècle, le modèle prédominant en matière de relations internationales et de conflits était celui de guerre inter étatique, dans lequel les États luttaien t entre eux pour la conquête ou la conservation du pouvoir. Le type de conflit qui apparaît aujourd'hui implique de nouveaux acteurs, acteurs non étatiques, groupes ethniques, factions religieuses. La gouvernance de conflits internationaux, qui relève de la Charte des Nations unies et du Conseil de sécurité, a été établie à la fin de la Seconde guerre mondiale. Ce système ancien peut-il être adapté afin de faire face à l'émergence de nouveaux conflits impliquant des acteurs multiples ? Quel est le rôle des puissances émergentes dans ce contexte ? Dans quelles mesures ces nouvelles puissances participent-elles aux conflits régionaux, mais aussi à leur résolution ?

PRÉSIDENTE : **Mary Kaldor**, Professeur, London School of Economics

PANEL : **Lakhdar Brahimi**, ancien Conseiller spécial auprès du Secrétaire général des Nations unies ; **Klaus Reinhardt**, ancien Commandant de la KFOR

PARTENAIRE : Center for the Study of Global Governance, LSE

16:00 Pause café

16:15 - 17:45

## 5 Énergie et climat

■ Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, le modèle de développement prédominant était fondé sur l'accès à une énergie peu coûteuse. Mais ce modèle ne constitue plus une réelle alternative pour les pays en développement. Le choix du modèle économique et technologique de ces pays déterminera en grande partie le niveau d'émission global des gaz à effet de serre demain. A la différence des pays de l'OCDE, ces pays ne sont pas contraints par des infrastructures existantes ou des phénomènes de « *dépendances de sentier* ». Quelles politiques nationales et incitations économiques rendraient ce changement possible ? Comment des investissements internationaux peuvent-ils soutenir les efforts nationaux ? Quel système international serait propice à la préservation de l'environnement ?

PRÉSIDENT : **Jean-Charles Hourcade**, Directeur, CIRED

PANEL : **Rajendra K. Pachauri**, Directeur général, The Energy and Resources Institute ; **Bruno Lescoeur**, Directeur général adjoint, EDF ; **Jiahua Pan**, Directeur exécutif, Research Centre for Sustainable Development, Chinese Academy of Social Sciences ; **Sir Nicholas Stern**, IG Patel Professor of Economics and Government, Directeur, Asia Research Centre et India Observatory

PARTENAIRE : The Energy and Resources Institute

## 6 Gouvernance des marchés financiers

■ Les marchés financiers mondiaux ont subi de profondes mutations ces dix dernières années en raison de deux phénomènes successifs. D'une part, les réformes financières ont suscité l'apparition de nouvelles opportunités en termes d'investissements et ont permis la diversification des risques. Mais elles ont également engendré l'apparition de nouveaux défis en termes de régulation, avec l'émergence de nouvelles formes d'investissements alternatifs, telles que les fonds spéculatifs (*hedge funds*), les fonds d'investissement *private equity* ou encore les produits comme les crédits dérivatifs. D'autre part, certains pays émergents, comme l'Inde ou la Chine, sont devenus, ces dernières années, des exportateurs de capitaux nets et ont pu diversifier leurs portefeuilles d'actifs étrangers, passant ainsi de titres traditionnels, à des investissements plus actifs et des investissements directs à l'étranger dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie ou les marques grand public. Ces deux éléments nous obligent à reconsidérer les marchés financiers, les initiatives privées en termes de développement durable, et plus largement, la gouvernance des marchés financiers pour les années à venir. Les interventions dans cet atelier des principaux acteurs impliqués à différents niveaux des marchés financiers mondiaux, permettront de revenir sur ces différents enjeux. Elles permettront notamment de mettre en lumière le caractère novateur et sans concession de la campagne mondiale que mène le mouvement syndical international contre les fonds d'investissements *private equity*, et plus particulièrement la pertinence et la justesse de l'analyse menée par l'une de ses composantes aujourd'hui essentielles.

PRÉSIDENT : **Gerald Pachoud**, Conseiller spécial du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU sur les droits de l'homme et les entreprises

PANEL : **Xavier de Bayser**, IDEAM (CAAM Group) ; **Ken Davies**, Économiste principal, OCDE ; **Joël Ruet**, Professeur associé, Asia Research Centre, LSE

PARTENAIRE : Entreprises pour les droits de l'homme

## 7 Bailleurs "émergents": passagers clandestins ou opportunité pour le financement du développement international ?

■ Forts d'une accélération importante de leur propre développement, plusieurs pays émergents prennent une part de plus en plus active aux côtés des pays de l'OCDE à contribuer au développement des pays tiers. Certes, beaucoup d'entre eux ne sont pas des débutants en matière de coopération au développement, mais l'envergure et l'impact de la contribution de ces bailleurs « émergents » vient de franchir un palier. En effet, outre le partage des leçons tirées de leur propre expérience, ils consacrent des volumes d'aide financière de plus en plus importants à cette coopération. Dans ce contexte, quelles leçons tirer des opportunités et implications de la montée des économies émergentes pour l'aide au développement ? Jusqu'à quel point ces bailleurs s'inspirent-ils des ODM pour formuler leur politique de coopération ? Dans quelle mesure y intègrent-ils le principe d'appropriation ? Quelle perception les pays récipiendaires ont-ils de ces bailleurs ? Comment les économies émergentes peuvent-elles travailler avec d'autres bailleurs pour relever les défis qui nécessitent une action collective et ainsi assurer l'efficacité à long terme de leurs interventions ?

PRÉSIDENT : **Gancheng Zhao**, Directeur, Département d'Asie du Sud, Shanghai Institute for International Studies

PANEL : **Jay Naidoo**, Président, Banque de développement de l'Afrique australe ; **Helmut Reisen**, Conseiller, Centre de développement de l'OCDE ; **Jean-Michel Severino**, Directeur général, Agence française de développement

PARTENAIRE : Centre de développement de l'OCDE

## 8 Gouvernance mondiale de la santé

■ Le système des Nations unies développe des processus collaboratifs (par exemple les partenariats publics-privés ou PPPs) avec le secteur privé, les fonds privés et les ONG afin de développer l'offre de biens pour la santé. Dans le même temps, les nouveaux leaders mondiaux mettent en place des règles commerciales, dont sont exclues les questions de santé. Le poids croissant de ces questions dans les débats publics depuis la fin des années 1980 rend nécessaire la convergence de ces deux approches. En effet, la manière dont les nouveaux leaders mondiaux, et en particulier les pays émergents, concevront la gouvernance mondiale de la santé et s'y impliqueront sera déterminante dans la mise en œuvre et l'efficacité des futures mesures.

PRÉSIDENT : **Jeffrey Sachs**, Directeur, The Earth Institute

PANEL : **Bernard Olayo**, Spécialiste des systèmes de santé, Nairobi MDG Center ; **Sonia Sachs**, Coordinatrice santé, Millennium Village Project ; **Awash Teklehaimanot**, Professeur d'épidémiologie, Center for Global Health and Economic Development

PARTENAIRE : Center for Global Health and Economic Development – Columbia

18:00 Cocktail à la Maison de l'Amérique latine

Invité d'honneur : **Jeffrey Sachs**, Directeur, The Earth Institute

Introduction par **Daniel Lebègue**, Président, Iddri

8:30 - 13:00

AMPHITÉÂTRE CHAPSAL  
SCIENCES PO

08:30 Café

## 09:00 Feuille de route pour un nouveau régime international

Les pays émergents sont susceptibles de jouer un rôle majeur dans le nouveau système de gouvernance mondiale du développement durable en raison des bouleversements que leur croissance entraîne mais aussi de leur capacité à innover dans la résolution des problèmes mondiaux. Dans ce contexte, des scénarios contrastés se dessinent ; ils dépendront des priorités et des orientations politiques que ces pays mettront en avant dans l'agenda mondial. Différentes options pour l'élaboration d'une « feuille de route » pour la mise en place d'un nouveau système de gouvernance mondiale du développement durable seront débattues.

PRÉSIDENT :

**Lloyd Axworthy**

Président, The University of Winnipeg

PANEL :

**Lisa Anderson**

Doyenne, School of International and Public Affairs, Columbia University

**Jérôme Contamine**

Directeur général exécutif, Veolia Environnement\*

**Gancheng Zhao**

Directeur, Département d'Asie du Sud, Shanghai Institute for International Studies

**Andrew Hurrell**

Directeur, Centre for International Studies, Oxford University

**Seiichi Kondo**

Délégué permanent du Japon à l'Unesco\*

10:45 Pause café

\* à confirmer

## 11:00 Quelles leçons pour la politique mondiale européenne ?

---

Les orientations politiques européennes concernant les problématiques analysées dans le cadre des ateliers du premier jour seront ici examinées du point de vue des pays émergents. A quel point la position et la doctrine européennes sur la responsabilité collective sont-elles partagées par ces pays ? Quels sont les principaux défis à relever pour la cohérence des politiques européennes ? La conclusion portera sur les possibles implications et initiatives dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune européenne.

PRÉSIDENT :

**David Held**

Co-Directeur, Center for the Study of Global Governance, LSE

PANEL :

**Amar Bhattacharya**

Directeur, G-24 Secretariat

**Robert Cooper**

Directeur général pour les affaires extérieures et politico-militaires, Conseil de l'Union européenne

**Ricardo Lagos**

Ancien Président du Chili et Président du Club de Madrid

**Joseph Stiglitz**

Professeur, Columbia University

## 12:30 Conclusions et perspectives

---

**Sir Nicholas Stern**

IG Patel Professeur of Economics and Government, Directeur, Asia Research Centre, et India Observatory

**Laurence Tubiana**

Directrice, Iddri, Chaire développement durable de Sciences Po

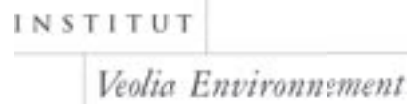
13:00 Discours de clôture : **Représentant du gouvernement français**

En partenariat avec



ENTREPRISES POUR LES DROITS DE L'HOMME

Avec le soutien financier de



Direction générale  
de la Coopération Internationale  
et du Développement

DgCiD